

en faveur de l'annexion du Canada aux États-Unis pour des motifs purement défensifs. Il déclarait:

Le Canada garde 43,365 hommes armés jusqu'aux dents; il possède une forte artillerie de garnison et de campagne du type le plus destructeur; ses nombreux chevaux de cavalerie hennissent au son de la trompette...

Ils avaient des chevaux de cavalerie eux aussi.

...et le pays appelle 14,000 nouveaux héros chaque année pour les exercices militaires. En somme, le Canada est un ennemi dangereux.

C'était l'époque où nous avions le service militaire.

Derrière lui, le lion britannique est prêt à faire entendre les rugissements les plus menaçants, appuyé par des légions de troupes régulières et capables de lancer des essaims de canonniers pour bombarder les villes américaines le long des lacs et des rivières pendant que ses puissants navires de guerre s'attaqueraient à New-York, à Boston et aux villes du littoral de l'Atlantique. L'armée de l'Union est petite et disséminée sur le territoire indien...

On ajoute:

Ogdensburg, Oswego, Buffalo, Cleveland, Détroit, Chicago et une centaine de villes plus petites seraient bombardées et peut-être rasées avant que les Américains puissent opposer une défense digne de ce nom... Les États-Unis devraient fortifier solidement la frontière de l'État de New-York le long du Saint-Laurent et être prêts à lancer des torpilles dévastatrices à un moment d'avis.

Ce passage qui remonte à 1889, du vivant de beaucoup de Canadiens, exprime une attitude que le temps, la compréhension et le respect du principe de la liberté ont fait disparaître.

Nous éprouvons l'un pour l'autre de l'amitié et de la confiance. Nous sommes liés par la collaboration économique et militaire.

Ceux qui formulent à la légère ce que le ministre a appelé des critiques injustes, qui représentent toujours les États-Unis comme un agresseur, ne contribuent pas à la cause de cette unité sans laquelle aucune survivance n'est possible. Nous vivons côte à côte, héritiers communs du Parlement de Westminster et de la Salle de l'Indépendance, voués l'un et l'autre à la liberté que Lincoln définissait ainsi: "Non seulement la liberté pour la population de ce pays mais l'espoir pour tous, pour tous les temps à venir".

Si jamais une attitude de collaboration a été nécessaire, c'est bien maintenant. J'entends par là que, même si nous pouvons différer d'avis, nous pouvons déclarer clairement nos buts communs, comme le ministre nous informe que M. Dulles le lui a dit au cours d'un entretien. Nous pouvons exprimer à nos amis nos justes critiques et, par ce moyen, réaliser l'unité et mettre sur pied des moyens communs de défense sans lesquels aucune survivance n'est possible.

[M. Diefenbaker.]

Les nations associées doivent conserver intégralement leur souveraineté sur leur propre territoire et leur droit de se joindre au Commonwealth britannique dans une unité de but, de force et de détermination. Car, sans cette collaboration, la liberté pourra disparaître de la surface de la terre.

Je songe parfois que, si certaines gens lancent ces attaques odieuses contre les États-Unis c'est surtout parce que les États-Unis fournissent le plus bel exemple au monde de la libre entreprise.

Je passe maintenant à une autre partie du discours du ministre, afin de formuler certains commentaires. Le discours qu'il a prononcé à Toronto, il aurait dû le prononcer il y a longtemps, à la Chambre des communes, sur la question du commerce. Les membres de l'opposition ont souligné à maintes reprises que la décision des États-Unis de relever les contingents et de limiter les importations ne cadrait pas avec nos engagements dans le domaine international. Plus d'une fois nous avons dit que c'était nuire à l'esprit de collaboration nécessaire à la préservation de la liberté que de mettre obstacle au bon fonctionnement de notre régime de production agricole.

Dans son discours, le ministre s'est prononcé carrément et sans ambages contre ces restrictions, mais c'est étrange qu'on n'ait pas recouru à des termes énergiques lorsqu'il s'agissait d'agriculture.

Le 8 mai, le ministre du Commerce (M. Howe) a envoyé un message énergique aux États-Unis. Plus tôt, le ton du message que nous avions adressé à propos des restrictions visant les produits agricoles était, pour dire le moins, tiède sinon apathique.

A l'heure actuelle, non seulement l'interdiction à l'égard de l'importation de notre pétrole aux États-Unis aura de graves conséquences pour l'industrie pétrolière de l'Ouest mais la limite de 250 millions de barils par année, établie à l'égard des importations en provenance de tous les pays du monde, affaiblira les défenses de l'Amérique du Nord.

Les États-Unis doivent se rendre compte que le Canada est en quelque sorte le cofret de sûreté où sont déposés les minéraux de l'Amérique du Nord. C'est là qu'ils doivent puiser tout leur amiante et tout leur nickel. Comme l'a souvent dit le chef de l'opposition (M. Drew), les États-Unis doivent compter sur nous pour leurs approvisionnements de manganèse, pour une grande partie de leur cobalt, pour 55 p. 100 de leur plomb et 42 p. 100 de leur cuivre, denrées qui sont toutes nécessaires à la préservation de la liberté par la mise sur pied d'armements puissants.